Synthèse

Les jeunes au centre
de l'action du gouvernement

Un Examen de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

Programme MENA - OCDE pour la Gouvernance

MENA-OECD Governance Programme Training Centre

SNA OECD

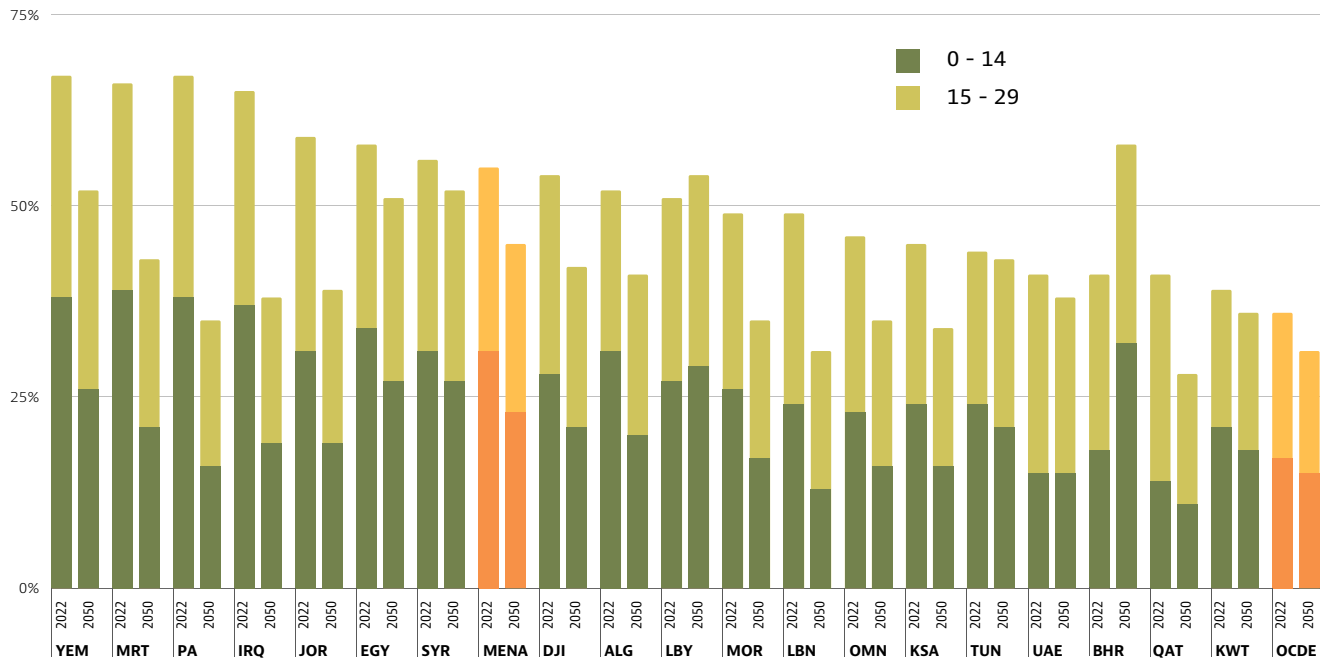
Synthèse

Les jeunes (âgés de moins de 30 ans) constituent plus de la moitié (55 %) de la population dans la région MENA, contre 36 % dans les pays de l'OCDE. Ils ont fait preuve de résilience face aux chocs et ont été à l'origine de changements positifs au sein de leurs communautés.

Cependant, si les défis varient considérablement à travers la région, il apparaît que les jeunes connaissent des taux de chômage parmi les plus élevés au monde, qu'ils n'ont généralement qu'une confiance limitée dans les institutions publiques, et que près de quatre jeunes sur dix vivent dans des zones fragiles ou touchées par des conflits. La crise due au COVID-19 a révélé les difficultés structurelles auxquelles les jeunes de la région MENA sont confrontés dans leur transition vers une vie autonome. L'emploi des jeunes a diminué de 7.5 % en 2020, l'accès à l'éducation a été perturbé pour 110 millions d'élèves et d'étudiants et, comme dans d'autres régions, les espaces permettant aux jeunes de créer des liens sociaux ainsi que de développer des compétences n'étaient plus accessibles en raison des confinements et autres mesures restrictives.

Dans un contexte où la confiance des jeunes dans les pouvoirs publics est déjà faible, les implications de la crise pourraient compromettre non seulement les aspirations et les opportunités futures de la jeunesse, mais aussi, plus largement, les progrès sociétaux et économiques de la région. Ces défis soulignent la nécessité de placer les besoins des jeunes au centre de l'action gouvernementale pour une reprise inclusive et résiliente.

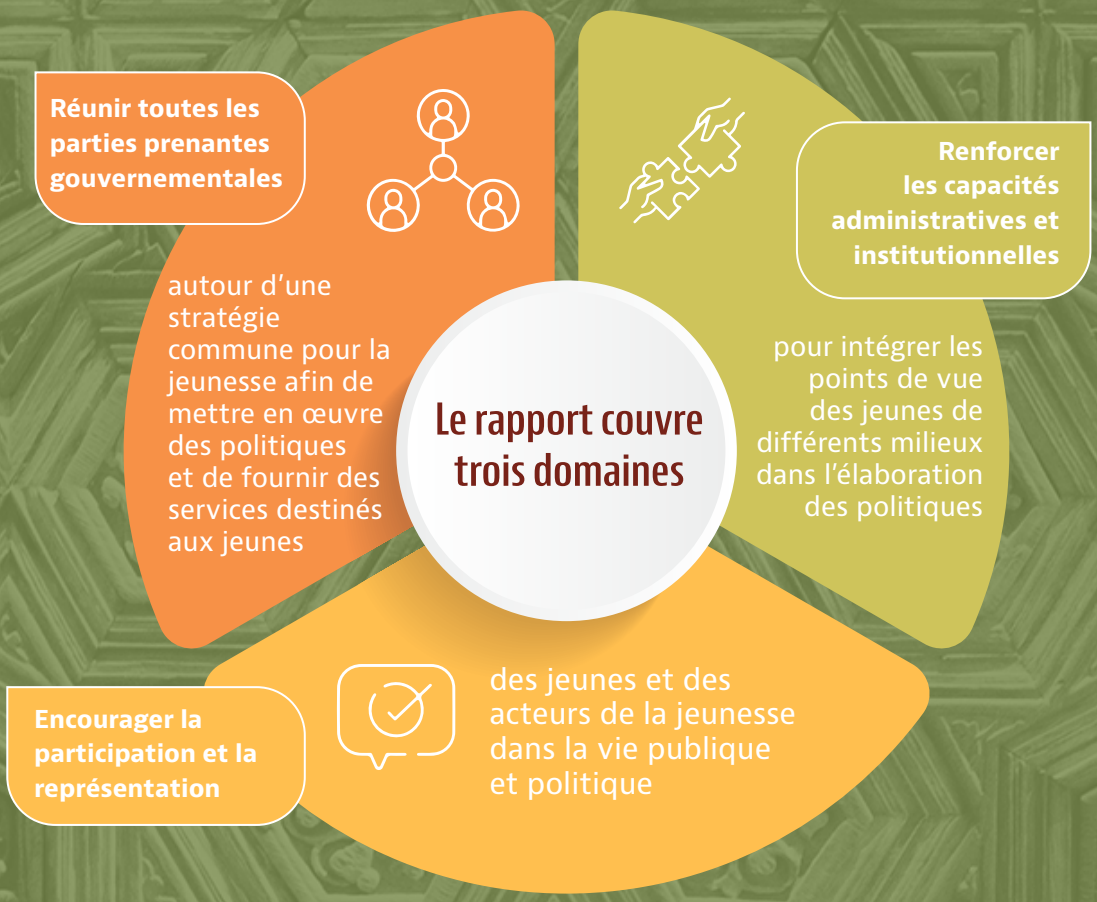
Graphique 1. Part des jeunes dans la population totale, 2022 et 2050 (projections)



Note : Codes des économies : Yemen (YEM), Mauritanie (MRT), Autorité Palestinienne (PA), Irak (IRQ), Jordanie (JOR), Egypte (EGY), Syrie (SYR), Djibouti (DJI), Algérie (ALG), Libye (LBY), Maroc (MOR), Liban (LBN), Oman (OMN), Arabie Saoudite (KSA), Tunisie (TUN), Emirats arabes unis (UAE), Bahreïn (BHR), Qatar (QAT), Koweït (KWT).
Source : calculs de l'OCDE basés sur les Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population (2019). World Population Prospects 2019, données personnalisées obtenues via le site web.

© OCDE 2022

Ce document de synthèse présente les principales idées et recommandations du rapport de l'OCDE ***Les jeunes au centre de l'action du gouvernement : un examen de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord***. Le rapport analyse les dispositifs et pratiques de gouvernance actuels de dix économies de la région MENA dans l'optique de proposer aux jeunes des politiques et services plus intégrés, participatifs et inclusifs, et de renforcer leur confiance dans les institutions publiques.



Le rapport présente les résultats des réponses à l'Enquête de l'OCDE sur la gouvernance de la jeunesse menée auprès de l'Arabie saoudite, de l'Autorité palestinienne, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de la Jordanie, du Liban, de la Mauritanie, du Maroc, du Qatar et de la Tunisie. Le rapport fait partie du Programme de travail 2021-22 de l'OCDE et du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance pour accompagner le renforcement de l'efficacité du secteur public dans la région MENA. Conformément aux priorités stratégiques du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance et du Comité de la gouvernance publique de l'OCDE, il contribue à recenser les principales problématiques et les leçons à tirer des expériences afin de renforcer les dispositifs de gouvernance et de créer de meilleures opportunités pour les jeunes dans la région MENA. Le rapport s'inspire de la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur l'amélioration des perspectives offertes aux jeunes (2022). Il est présenté dans le cadre du projet régional ***Réponse à la crise du COVID-19 et reprise dans les pays de la région MENA***, financé par le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale.

© OCDE 2022

Une vision commune des politiques et des services destinés aux jeunes de tous horizons

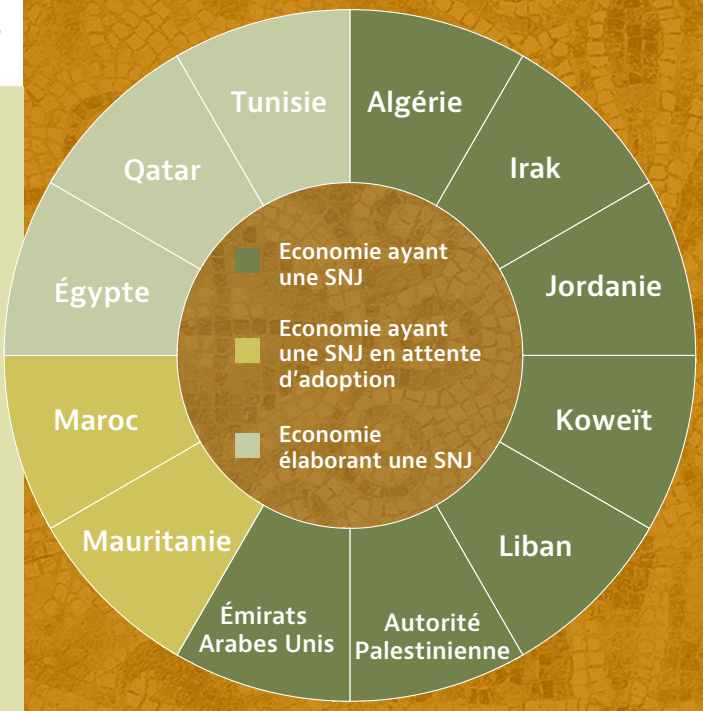
01

Au moins sept économies de la région MENA ont adopté des stratégies nationales pour la jeunesse afin de promouvoir une approche intersectorielle en faveur des jeunes. Si les stratégies nationales en faveur de la jeunesse sont devenues plus courantes, les difficultés de leur mise en œuvre risquent d'en limiter l'impact. Il reste nécessaire d'adopter des approches participatives dans la conception et la mise en œuvre des politiques, de doter l'entité gouvernementale qui en est chargée des capacités administratives requises et de disposer de financements suffisants pour soutenir la mise en œuvre des stratégies nationales pour la jeunesse.

Pour appuyer la conception et la mise en œuvre d'une approche intégrée et intersectorielle de la politique de la jeunesse, les pouvoirs publics pourraient envisager de :

- Définir clairement les responsabilités et les mandats des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux travaillant avec et pour les jeunes ;
- élaborer une politique de la jeunesse qui soit fondée sur des données probantes, transparente, participative, inclusive et intersectorielle, soutenue par un engagement politique, des ressources adéquates et des mécanismes de suivi et d'évaluation efficaces ;
- Envisager de concevoir des stratégies pour la jeunesse au(x) niveau(x) approprié(s) de l'administration, qui adoptent une approche globale et intégrée visant à améliorer les résultats sociaux et économiques des jeunes, ainsi que leur participation civique et publique ;
- Créer des mécanismes permettant aux jeunes et aux organisations dirigées par des jeunes de soutenir l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique de la jeunesse ; et
- Recueillir de manière systématique des données et indicateurs ventilés par âge, sexe et toute autre caractéristique pertinente, dans tous les domaines d'action et de service, afin de fournir des services et un soutien public aux jeunes vivant dans des conditions de vulnérabilité et de marginalisation.

Graphique 2. Economies de la région MENA disposant d'une stratégie nationale pour la jeunesse ou élaborant une telle stratégie

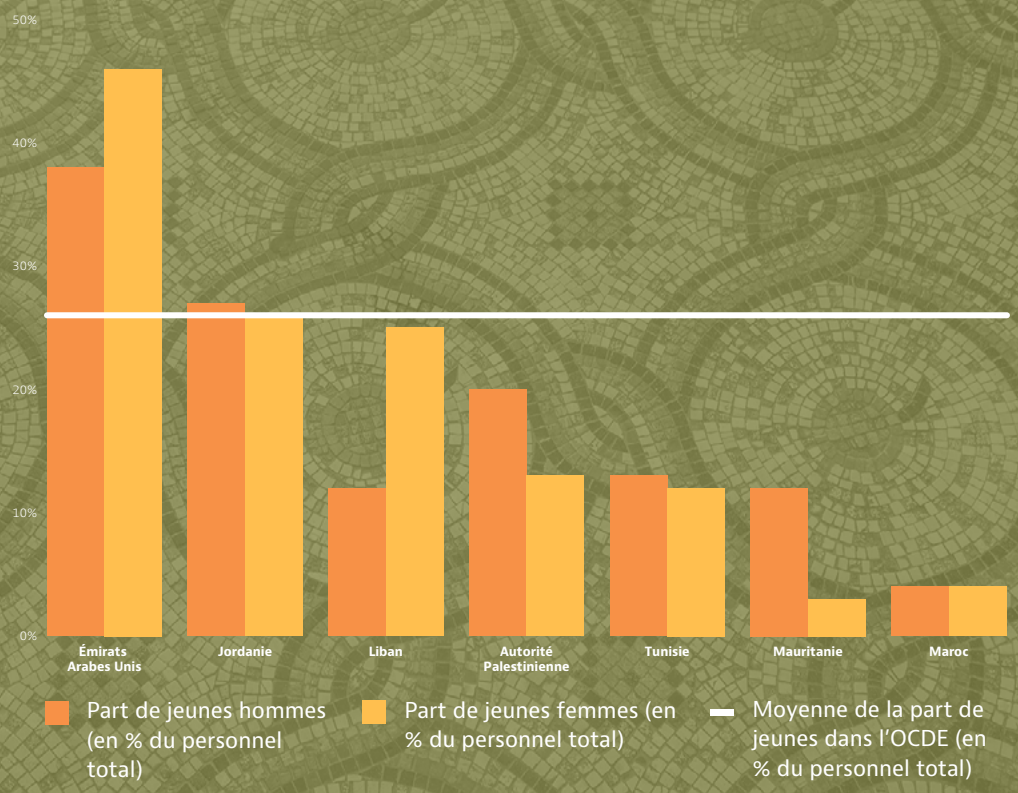


Source : Enquête de l'OCDE sur la gouvernance de la jeunesse, entretiens et recherche documentaire (mise à jour en juin 2022).

© OCDE 2022

Graphique 3. Proportion de jeunes (de 18 à 34 ans) travaillant dans l'entité chargée de la jeunesse dans certains gouvernements de la région MENA et moyenne de l'OCDE, 2021 ou dernière année disponible

Note : le graphique indique la proportion de jeunes âgés de 18 à 34 ans travaillant dans le ministère chargé des affaires de la jeunesse, en pourcentage du personnel total, ventilépar sexe. Codes des économies : Emirats arabes unis (UAE), Jordanie (JOR), Liban (LBN), Autorité Palestinienne (PA), Tunisie (TUN), Mauritanie (MRT), Maroc (MOR). Source : Enquête de l'OCDE sur la gouvernance de la jeunesse



02 Veiller à ce que les administrations publiques soient en mesure de répondre aux besoins des jeunes issus de milieux différents

Bien que la plupart des économies de la région MENA aient créé un ministère de la Jeunesse (souvent associé au portefeuille des sports), les capacités institutionnelles et administratives limitées aux niveaux national et infranational constituent un défi majeur pour la mise en œuvre de mesures plus intégrées et inclusives.

En ce qui concerne le budget alloué aux ministères en charge des affaires de la jeunesse, les résultats de l'enquête suggèrent que ces ressources constituent une petite partie du budget global du gouvernement, restant à un niveau inférieur ou égal à 1 % pour la majorité des gouvernements pour lesquels des informations sont disponibles. En outre, la coordination entre les différentes parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales est souvent limitée. Il serait également possible de recourir à des outils de gestion publique pour intégrer les points de vue des jeunes dans tous les domaines de l'action publique, sur la base de données ventilées par âge, par exemple dans l'élaboration des règles et l'affectation des ressources publiques.

Le rapport constate également que la proportion de jeunes travaillant dans l'entité chargée de la jeunesse varie considérablement au sein de la région, ce qui suggère que les programmes de stages, de jeunes diplômés et de mentorat dans le secteur public ne sont pas encore systématiquement utilisés pour attirer et retenir les jeunes talents.

Pour intégrer les points de vue des jeunes de différents milieux dans l'élaboration des politiques, les pouvoirs publics pourraient envisager de :

- Fournir des ressources humaines et financières adéquates aux parties prenantes gouvernementales à tous les niveaux, pour concevoir et mettre en œuvre des politiques, des services et des programmes en faveur de la jeunesse ;
- Mettre en place des mécanismes institutionnels et des incitations en faveur d'une coordination horizontale et verticale, afin d'assurer la mise en œuvre cohérente des politiques, services et programmes en faveur de la jeunesse ;
- Intégrer les points de vue des jeunes, suivre et évaluer plus systématiquement les résultats des politiques sur les jeunes en recueillant et en utilisant des données ventilées par âge, et envisager de recourir à des outils de gestion publique, notamment des analyses d'impact de la réglementation et des outils de budgétisation publique ; et
- Promouvoir la représentation des jeunes dans les effectifs du secteur public ainsi que l'apprentissage intergénérationnel, en assurant un suivi systématique de la diversité des âges et de l'inclusion dans la fonction publique ; en adoptant des mesures proactives pour attirer, développer et retenir les jeunes talents, notamment par des possibilités d'intégration efficaces et des programmes dédiés aux diplômés ; et en mettant en œuvre des stratégies pour tirer parti des avantages d'une main-d'œuvre multigénérationnelle.

© OCDE 2022

Reconquérir et conserver la confiance des jeunes par une participation et une représentation plus inclusives

03

Dans l'ensemble des économies de la région MENA[1] qui ont fait l'objet d'une enquête de l'Arab Barometer en 2021, seuls 28 % des jeunes faisaient confiance à leur gouvernement et, dans l'ensemble des économies de la région MENA[2] interrogées dans le cadre de l'enquête sur la jeunesse arabe d'ASDA'A BCW en 2021, seuls 49 % des jeunes estimaient que leur gouvernement avait mis en place les bonnes politiques pour traiter les questions revêtant le plus d'importance pour les jeunes. En outre, la participation des jeunes à la politique publique et leur représentation dans les institutions publiques restent limitées : les personnes de moins de 40 ans ne représentent en moyenne que 16 % des parlementaires dans la région MENA, contre 22 % dans les pays de l'OCDE, dont la plupart ont une population nettement plus âgée.

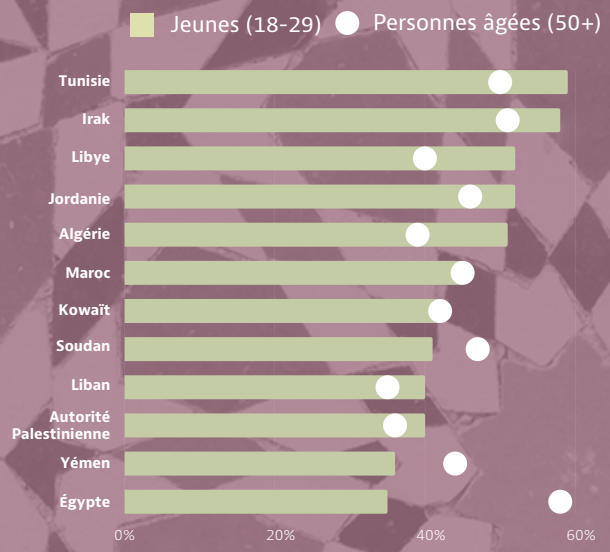
La plupart des gouvernements de la région MENA ont fixé l'âge de vote à 18 ans, comme les gouvernements de l'OCDE. Cependant, l'âge pour se porter candidat à une fonction d'élu varie plus significativement dans la région MENA, allant de 18 à 35 ans, contre une moyenne de 19.8 ans dans les pays de l'OCDE. Par ailleurs, les jeunes de la région MENA participent au débat public par des canaux non institutionnels, et contribuent à la vie collective par le biais de la société civile et des activités bénévoles, en ligne et hors ligne.

[1] Réponses à l'enquête recueillies en Algérie, en Irak, en Jordanie, au Liban, en Libye, au Maroc et en Tunisie.

[2] Réponses à l'enquête recueillies dans les économies suivantes : Algérie, Arabie saoudite, Autorité palestinienne, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Soudan, Syrie, Tunisie et Yémen.

Graphique 4. Intérêt pour la politique dans la région MENA par groupe d'âge, 2018-2019

Pourcentage de répondants déclarant ne pas s'intéresser du tout à la politique, par âge, 2018-2019.



Note : Codes des économies : Tunisie (TUN), Irak (IRQ), Libye (LBY), Jordanie (JOR), Algérie (ALG), Maroc (MOR), Koweït (KWT), Soudan (SDN), Liban (LBN), Autorité Palestinienne (PA),Yemen (YEM), Egypte (EGY).
Source : Arab Barometer (2018), Arab Barometer Wave V, https://www.arabbarometer.org/surveys/arab-barometer-wave-v/. OCDE (2019), Panorama de la société 2019 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE, Éditions OCDE, Paris. https://doi.org/10.1787/e9e2e91e-fr.

Pour promouvoir la participation et la représentation des jeunes et des acteurs de la jeunesse dans la vie publique, et notamment des jeunes issus de groupes défavorisés et sous-représentés, les gouvernements pourraient envisager de :

- Reconnaître et protéger les droits des jeunes, et veiller à ce que les jeunes les connaissent et les exercent, notamment en développant la culture juridique, en promouvant la culture civique et citoyenne, et en protégeant l'espace civique des jeunes ;
- Délivrer des communications publiques pertinentes, claires et accessibles destinées aux jeunes, fondées sur l'écoute active et la compréhension de leurs préoccupations et intérêts, y compris par le biais de canaux numériques ;
- Revoir, le cas échéant, les règles d'inscription sur les listes électorales et les conditions d'âge minimum pour participer à la vie publique et politique ;
- Accroître la diversité d'âge dans les organes législatifs et exécutifs par des mesures réglementaires ou volontaires, telles que des quotas de jeunes dans les organes législatifs et/ou exécutifs, et par des objectifs volontaristes dans les listes des partis politiques, selon les cas ;
- Lutter contre l'âgisme et les stéréotypes associés aux jeunes dans la vie publique et politique, en organisant ou en soutenant des programmes de sensibilisation ;
- Impliquer les acteurs de la jeunesse à toutes les étapes du cycle d'élaboration des politiques, dans tous les domaines d'action pertinents pour les jeunes (y compris les défis mondiaux tels que le changement climatique, la perte de biodiversité et les politiques relatives aux technologies numériques), en personne et par voie numérique, en créant ou en renforçant des institutions comme les organismes consultatifs pour la jeunesse, en partageant des informations, en menant des consultations et en engageant les conseils de jeunesse aux niveaux national et infranational avec des méthodes adaptées à leur disponibilité, à leurs besoins et à leurs intérêts ; et
- Encourager l'engagement civique et la participation des jeunes, notamment en promouvant un service volontaire significatif de même que le travail des jeunes à travers des lois, des stratégies et des programmes, au(x) niveau(x) approprié(s) de l'administration et la mise en place de ressources adéquates.

© OCDE 2022

Programme
MENA - OCDE
pour la Gouvernance

MENA-OECD
Governance Programme
Training Centre

SNA OECD

oecd.org/mena/governance/

menaoecd-trainingcentre-sna.org